

F1

PROJET EXTRACTIVISME VEGETAL

RAPPORT DE MISSION Juin-juillet 1991

Catherine AUBERTIN
Economiste ORSTOM

Cette mission s'insère dans le programme de recherche "Extractivisme en Amazonie centrale, viabilité et optimisation" mené sous la direction de Jean-Paul Lescure en collaboration avec l'INPA de Manaus. L'UNESCO a financé l'intégralité de ma mission.

Le but de la mission était d'apporter un éclairage "macroéconomique" sur les perspectives de valorisation des produits de l'extractivisme végétal. La confrontation avec le terrain et avec les chercheurs d'autres disciplines ont dirigé la recherche vers :

- une réflexion sur la place de l'extractivisme dans le développement régional de l'Etat d'Amazonas
- une étude plus approfondie sur la fonction des exportateurs des produits de l'extractivisme
- une critique de la présentation de l'extractivisme comme alternative de mise en valeur de l'Amazonie.

En conclusion, je proposerai des pistes de prolongement de l'étude.

Je tiens à remercier, outre Jean-Paul Lecure, Laure Empeaire et Florence Pinton, membres de l'équipe "extractivisme", Alfredo Homma, chercheur au CEPATU de Belem et Philippe Léna, chercheur au Musée Goeldi, qui m'ont fait bénéficiaire de leur connaissance de l'Amazonie et sans lesquels ce travail n'aurait pas été possible.

Avertissement méthodologique

Cette mission de courte durée a été essentiellement consacrée à des recherches de terrain sur la filière d'exportation. Je n'ai pas essayé de travailler sur les statistiques de production ni sur les données économiques de l'IBGE, inexploitable en l'état. Le dernier recensement démographique remonte à 1980, le dernier recensement agricole date de 1985 et n'a pas encore été publié dans sa totalité. Pour avoir été confrontée aux problèmes statistiques lors de l'étude de développement de la région Centre-Ouest, je connais le casse-tête auquel on est confronté pour obtenir des chiffres significatifs sur l'économie régionale, les chiffres du recensement ne recoupant pas les grands agrégats économiques. Je m'en tiens donc dans le cadre de ce rapport à un minimum de chiffres dont j'explique au fur et à mesure les méthodes de calcul et la représentativité. Travaillant sur la filière d'exportation, j'ai surtout utilisé les données de la CACEX, organisme dépendant de la Banque du Brésil et dont les agences locales délivrent les autorisations d'exportation. Tout ce qui n'est pas enregistré à l'agence de Manaus (contrebande, exportation à partir d'autres Etats, etc...) est donc inconnu, en revanche on y trouve des produits venant d'autres Etats et exportés à partir de Manaus. Ce sont cependant des données dont

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 34919 ex 1
Cote : B M 176

j'ai pu recouper la cohérence avec l'aide du responsable des exportations agricoles de l'agence de Manaus.

A ce problème statistique, s'ajoute la valeur économique de la définition du secteur de l'extractivisme végétal donnée par l'équipe : produits non ligneux de la forêt qui sont commercialisés. Cette définition confère un statut très mouvant aux produits de l'étude selon qu'ils sont plantés ou non, selon qu'ils atteignent un marché monétarisé ou non, avec toutes les gradations et combinaisons possibles. L'IBGE ne tient pas compte de ces subtilités et inclut le bois dans sa rubrique "produção extrativa vegetal". Pour une analyse de l'économie régionale et du secteur d'exportation de l'Etat d'Amazonas, il est difficile de rendre opératoire la définition initiale.

Un autre écueil relève des difficultés de l'économie à traiter des problèmes de l'environnement et du caractère idéologique attaché à tout ce qui touche la forêt amazonienne. C'est pourquoi ce rapport de mission se permet quelques digressions que j'ai jugées nécessaires pour mieux cadrer le sujet dans la perspective d'une recherche interdisciplinaire sur plus long terme.

1. EXTRACTIVISME ET DEVELOPPEMENT REGIONAL

"Manaus n'est plus le centre commercial de l'Amazonie,
c'est le centre commercial du Brésil"

conversation avec M. Bittencourt.

1. 1. Un secteur en déclin

Quelle que soit la façon de présenter les données, malgré son rôle historique dans l'occupation et le développement de l'Amazonie, l'extractivisme végétal ne représente plus aujourd'hui qu'un faible poids économique.

Les produits de l'extractivisme végétal ne regroupe que les produits non plantés. Le guarana, le cacao, l'hévéa planté, les fruits amazoniens de consommation courante n'en font pas partie. Il ne reste guère dans les statistiques d'exportation de l'Etat d'Amazonas (voir tableau) que la *castanha do Para* ou noix du Brésil, la *sorva* ou chicle qui entre dans la fabrication des gommes à mâcher et qu'il faut chercher à la rubrique "autres produits chimiques et préparations non comptabilisés ailleurs", le bois de rose exporté sous forme d'essence pour la parfumerie (*oleo de pau rosa*), le copahu exporté sous forme de baume pour l'industrie pharmaceutique (*balsamo de copaiba*), le *cumaru* ou fève de Tonka pour aromatiser les tabacs, la piassava pour le marché portugais des balais et la guta percha, gomme surtout utilisée en dentisterie... Cette énumération à la Prévert donne une assez bonne idée de l'exotisme désuet du secteur et des difficultés pour repérer ces produits. Le caoutchouc naturel, le jaborandi, le balata, le maçaranduba possèdent des numéros NBM (nomenclature brésilienne de marchandises) mais n'apparaissent plus dans les comptes de l'Etat d'Amazonas en 1990.

Historiquement, l'extractivisme s'est bâti comme secteur d'exportation, il s'agissait d'approvisionner les industries coloniales, puis étrangères en produits natifs de la forêt. Selon le principe que la création de richesse se compte avant tout en devises et devant le constat que ces produits intéressent peu les consommateurs brésiliens, c'est toujours à la tenue des exportations que les experts ont tendance à

juger de la bonne ou mauvaise santé du secteur. On a d'ailleurs du mal à calculer le poids économique du secteur pour ce qui n'est pas exporté. On sait que la totalité du caoutchouc est absorbé par le marché local, et d'après les déclarations des exportateurs, environ 5% des noix du Brésil sont commercialisées nationalement. Il faudrait prendre en compte le marché local, les flux vers les autres Etats, la contrebande, l'autoconsommation, les échanges non monétaires qui représentent des débouchés non négligeables. En valeur enregistrée, l'extractivisme est un secteur marginal alors qu'il touche probablement une bonne partie de la population résidant en forêt.

Dans les données de la CACEX, les exportations agricoles sont comparables aux exportations industrielles de la zone franche de Manaus, environ 30 millions d'US\$ chacune, ce qui à première vue est important. Pour apprécier la part de l'extractivisme, il faut retrancher le bois, les poissons d'ornement (900.000 US\$ en 1989) qui complètent les revenus des travailleurs de l'extractivisme et les produits plantés comme le cacao, le guarana ou le poivre. Par ailleurs, la zone franche de Manaus n'est pas une zone d'exportation -ce serait plutôt une zone d'importation avec 1 milliard de marchandises importées de l'extérieur-, mais de production pour le marché brésilien.

Le tableau joint montre ainsi, sur la période 1984-1989, une chute de toutes les productions exportées en quantité, pour une valeur moyenne inférieure à 10 millions d'US\$. Petit à petit le nombre de produits s'est restreint et les quantités diminuent régulièrement. Seule la noix du Brésil semble se maintenir. Les causes du déclin semblent liées aux transformations socio-économiques de la région. L'offre se rétracte avec l'expansion des réseaux de communication. L'extractivisme reposait sur des producteurs isolés dont l'accès au marché était monopolisé par le patron qui détenait la maîtrise des fleuves. Grâce au système de l'*aviamento* -le coût de subsistance du client en forêt est avancé en nature par un ensemble de biens de consommation courante, le *rancho*, pour être théoriquement remboursé en nature par les produits récoltés-, les patrons drainaient vers eux toute la production des petits patrons et producteurs des fleuves. L'offre de produit est liée à la constitution de ces réseaux de clients, à la nécessité du troc de produits, là où l'argent ne vaut rien, au fond de la forêt. Ce système d'exploitation recule devant l'accélération des échanges monétaires, l'urbanisation, le développement des voies de communication, les fronts pionniers et la destruction de la forêt. La demande, quant à elle, est peu importante. La plupart des produits jugés un temps stratégiques ont été domestiqués ou substitués par des produits de synthèses.

Concernant les produits de l'extractivisme, la logique économique est déviante. On observe souvent la fin du processus économique de mise en valeur du produit avant son extinction. Le prix du produit n'augmente pas en fonction de sa raréfaction, ni avec l'augmentation de ses coûts de production. On s'aperçoit même que la rétraction de la demande accompagne l'épuisement des ressources. En revanche, la plantation sur grande échelle peut permettre d'acquérir une part de marché, le guarana, le cupuaçu l'ont montré; elle peut aussi le désorganiser comme l'a montré la crise de surproduction de poivre sur la transamazonienne. Le prix du caoutchouc est lié aux conflits mondiaux, à la formation de stocks, à la crise du pétrole qui rend plus coûteux les substituts de synthèse, aux politiques de soutien, aux taxes à l'importation... Le prix du caoutchouc au Brésil est formé à partir d'un

calcul qui garantirait le salaire minimum au seringueiro. On obtient ainsi un coût supérieur à 3 fois le cours mondial, ce qui conduit à taxer lourdement les importations. Le prix de la noix du Brésil est fixé de façon à équilibrer le prix global des panier de noix de Noël. Avec la menace sur l'épuisement de l'essence de bois de rose, il y a eu de très fort stockage sur les marchés internationaux. Les Etats Unis viennent d'arrêter tout achat de sorva pour lui préférer un produit synthétique. Le Brésil n'est pas en position de peser sur les marchés extrêmement étroits -les importateurs sont fidèles et peu nombreux- de ces produits.

1. 2. extractivisme et développement régional

A la lecture des annuaires de l'IBGE, la population de l'Etat d'Amazonas atteint 1.500.000 d'habitants dont 40% sont en "situation rurale", ce qui correspond à peu près à la population "occupée" de la rubrique "élevage et agriculture" qui inclut l'extractivisme. Il serait hasardeux d'avancer un chiffre pour la population qui s'adonne à l'extractivisme. L'extractivisme est une activité liée à la présence de la forêt. Ce n'est plus une activité exclusive dans la plupart des observations, c'est un élément d'un système de production qui assure les revenus des populations comme la pêche ou l'agriculture, activités également rarement exclusives. Son importance varie selon les régions. On se trouve confronté à l'hétérogénéité de cette forêt, composée en partie de varzéas et ne bénéficiant pas de la même distribution d'espèces, et au poids des processus historiques localisés qui interdisent toute généralisation. A priori, les migrants originaires du sud du Brésil installés sur les fronts pionniers agricoles de la route BR 319 qui relie Porto Velho à Manaus, recourront moins à l'extractivisme que des caboclos nordestins installés depuis deux génération sur le bord d'un fleuve.

Ce qui est certain c'est qu'hormis les nouveaux migrants, chaque amazonien vivant en forêt connaît et consomme occasionnellement une cinquantaine de plantes et tire ou a tiré une partie importante de ses revenus monétaires d'une vingtaine d'entre elles. Il entretient ou a entretenu des relations de clientélisme avec une au moins des grandes familles commercantes de Manaus. L'extractivisme a profondément marqué les structures de la société amazonienne.

Pourtant, le poids économique et les perspectives d'avenir de cette activité à très faible rentabilité, en termes de surface et de main d'oeuvre, sont marginales. Dans le cas de l'*aviamento*, sous sa forme extrême qui n'a peut-être pas été la forme dominante, la rentabilité de l'extractivisme pour le producteur était négative, le producteur supportant sa vie durant la charge du remboursement de sa dette initiale. Les calculs de rentabilité optimistes que proposent les écologistes oublient qu'un travailleur estime son revenu en pouvoir d'achat sur une période de temps qui va de la journée à l'année, certainement pas en valeur cumulée à l'hectare sur 50 ans. Par ailleurs, toutes les populations de plantes ne se retrouvent pas harmonieusement et généreusement distribuées sur tout le territoire amazonien à proximité des routes et des lignes de communication fluviales (Homma, 1991).

Si l'on raisonne en termes de poids économique, il ne faut pas oublier que la plus grande activité amazonienne officielle est une activité minière : la société minière Taboca a dépassé les 100 millions d'US\$ d'exportation hors Amazonas en 1990, mais comme elle est enregistrée à São Paulo, ce chiffre n'apparaît pas toujours. Inaugurée en 1967 et concentrant des milliards d'US\$ d'investissements, la zone franche de

Manaus regroupe 500 entreprises et 80.000 employés. Par le biais de la distribution de quotas d'importation, elle a mis en place un système de liens de clientèle qui concurrence celui des patrons de l'extractivisme et ouvre l'Amazonas à l'influence de groupes d'autres régions du Brésil. L'agriculture se développe sur les varzeas et le long des routes. Les surfaces cultivées ont augmenté de 50% entre 1975 et 1985, alors que les têtes de bétail ont doublé sur la même période (IBGE, 1985). Les plantations d'hévéas et de noix du Brésil commencent à donner quelques résultats contreversés. Enfin, si l'on considère l'économie informelle, il faudrait tenir compte des chercheurs d'or qui se comptent par centaines de milliers, du trafic de drogues et de tous les circuits clandestins permis par une situation frontalière.

En conclusion de ce survol de la place de l'extractivisme dans l'économie régionale, je crois qu'il faut insister sur deux points :

- Dans une logique de développement régional, l'extractivisme est loin d'être un secteur clé et ne peut être considéré en dehors des divers systèmes de production où il s'insère. Avant de s'inquiéter sur l'avenir de produits exotiques à faible marché, on pourrait s'interroger de savoir pourquoi Manaus n'est pas approvisionnée par sa région, pourquoi il n'y a pas une production structurée et suffisante de poissons ou de bananes par exemple?

- Le concept de rentabilité économique n'est certainement pas le plus approprié pour évaluer les activités qui se déroulent dans l'éco-système amazonien. On perçoit vite l'aberration qui consisterait à opposer l'extractivisme à l'élevage, par exemple, pour juger du bien-fondé d'un projet. Quand on réfléchit à une intégration de l'extractivisme dans un système de production amazonien (à définir...), les critères économiques ne sont pas déterminants et les enjeux sont ailleurs.

2. LE SECTEUR DES EXPORTATIONS

2.1. Il est impossible de dissocier extractivisme et exportation.

Si d'un point de vue de comptabilité nationale, l'approche par les exportations est discutable, d'un point de vue historique et social il est indispensable. Car l'ensemble du secteur a été créé et structuré par les exportateurs qui traitent et conditionnent les produits, et qui sont aussi commanditaires, patrons, de toute la chaîne des producteurs. Les exportateurs des produits de l'extractivisme sont peu nombreux, ce sont les fondateurs des vieilles familles de Manaus. C'est une activité très concentrée, une quinzaine de maisons de commerce sont répertoriées, mais deux d'entre elles dominent largement avec plus de 80% de l'activité et figurent parmi les cinq premiers exportateurs de la zone franche avec des chiffres d'affaires à l'exportation tournant autour de 5 millions d'US\$. Nous avons eu la chance de rencontrer ces deux "rois de l'Amazonie", Messieurs Isaac Sabba, de la société I.B. Sabba, et Benjamin Benzecry, de la CIEX, qui ont contrôlé à partir de Manaus la totalité des flux de la région, des années 20 aux années 60. Aujourd'hui encore, ils pratiquent le financement des produits. Le système de l'*aviamento* s'est monétarisé peu à peu, au moins en bout de chaîne, au fur et à mesure que les revendeurs se rapprochent de la maison de commerce. La dette n'est plus une condamnation à rester dans la forêt. Leurs fournisseurs, producteurs et *regatoes* (intermédiaires financés qui financent à leur tour les producteurs) sont clients de pères en fils.

Quand on interroge ces personnages historiques sur la morosité du secteur, ils parlent avec fatalisme des temps modernes pour s'animer à l'évocation de la période héroïque de la grande Amazonie. L'épuisement des produits n'est jamais évoqué. La baisse de l'activité (sorva, bois de rose...) et l'abandon de certains produits (caoutchouc, balata...) sont expliqués par la fatalité, les travailleurs qui préfèrent les salaires de la zone franche, les clients qui trichent sur la qualité et la quantité, les mauvaises récoltes, le sabotage des pays développés (la législation de la CEE exige de meilleures normes sanitaires pour la noix du Brésil, les américains préfèrent le chewing-gum artificiel et arrêtent leurs importations de sorva, on fait croire que le cumaru donne le cancer, etc.), la politique du gouvernement qui taxe trop, l'IBAMA et les écologistes qui exigent le reboisement pour le bois de rose... La litanie n'a pas de fin. La nostalgie des propos reflète l'impuissance devant la disparition d'un monde. Aujourd'hui très âgés, ces acteurs considérables n'ont guère trouvé de successeurs et assistent tranquillement et confortablement au naufrage de leur empire. L'histoire de l'extractivisme est la leur, et il est à craindre que l'extractivisme ne disparaisse avec eux.

2.2. Les sociétés d'exportation.

Les interviews et la visite des usines (caoutchouc, noix du Brésil entière et décortiquée, sorva, bois de rose, copaiba) montrent qu'il n'y a guère de possibilité de développement de l'extractivisme à partir de l'activité des exportateurs telle qu'elle existe. Les sociétés d'exportation présentent les caractéristiques suivantes :

Une activité hors du temps. Les méthodes de travail, les outils et les machines n'ont apparemment pas évolué depuis plus de 50 ans (photos). Le processus de transformation est élémentaire, il est difficile de parler d'industrie : il ne s'agit que de sécher, de malaxer, de décortiquer pour permettre le conditionnement export. Les coûts de production et d'entretien sont minimes. Aucune politique de modernisation n'a été tentée, ni souhaitée, même aux époques les plus dynamiques. En amont, les relations avec les fournisseurs sont les relations traditionnelles de l'*aviamento* et il n'y a pas de tentatives de rationaliser l'approvisionnement par sélection des espèces ou par plantation. Quand on observe ces initiatives, c'est généralement en bout de circuit, au niveau du collecteur, parfois dans le cadre d'une action étatique. En aval, il n'y a pas eu volonté de développer les chaînes de production, d'améliorer la qualité ou d'assurer de meilleures conditions de travail au personnel, de pousser la transformation (mettre au point des produits alimentaires à partir des noix du Brésil par exemple). L'activité est restée avant tout commerciale, visant un profit rapide pour un minimum d'investissement.

La zone franche n'a pas stimulé les entreprises traditionnelles. Les chefs des entreprises d'exportation des produits de l'extractivisme s'en méfient et contestent qu'elle puisse développer la région. Ils accusent la zone franche et le gouvernement d'avoir créé le chômage en attirant en ville les population rurales.

Les usines plus modernes sont les premières à avoir ralenti le rythme ou fermé. On peut supposer que leurs bénéfices devaient s'effectuer dans le montage des dossiers de subventions ou dans d'autres branches du groupe. Les usines les plus anciennes, depuis longtemps amorties, poursuivent leur train-train. Leur taux de rentabilité, vu les faibles charges, est certainement conséquent et sans doute supérieur à celui des grandes entreprises "modernes" de la zone franche.

Des unités cloisonnées. Tout est dirigé par le patron de l'entreprise lui-même sans délégation de pouvoir. Aucune initiative n'est laissée au niveau de l'usine tant est écrasante la centralisation et la personnalisation du pouvoir familial. Les gérants d'usine ne disposent d'aucun calendrier précis. L'organisation du travail se fait à très court terme, souvent selon les livraisons dont le siège avise le jour même.

On ne trouve dans les usines de traitement aucune information disponible sur les achats de matières premières, ou sur les coûts de production, qui permettraient de recouper les comptes officiels du siège. Le secteur d'approvisionnement est bien distinct de celui de la transformation et de celui de la commercialisation.

Des circuits hors contrôle. On se perd dans l'origine du produit, qui transite dans les nombreux entrepôts, les ports privés et les usines du groupes. On se perd aussi dans l'évaluation des quantités. On jongle avec les kilos, les livres, les hectolitres, les sacs et les caisses de différentes capacités. Les fameux livres qui règlent les comptes entre patron et clients existent bien, mais n'offrent pas d'informations à caractère économique fiable. Leur fonction est davantage sociale, voire symbolique des obligations réciproques. Il suffit de voir la table de travail où s'évaluent les récoltes pour se convaincre de l'inutilité de recourir à des mesures (photo). Pour avoir une estimation des quantités traitées, il faudrait de plus prendre en compte les procès de séchage et de décorticage qui font perdre du poids, les déperditions et les sous-produits (tourteaux) à marché local.

Paternalisme et fidélité. Les relations de travail sont marquées par les relations traditionnelles de patrons à clients. La fidélité des ouvrières qui se représentent chaque année pour le travail saisonnier de la noix est égale à la fidélité de l'employeur qui leur garantit une retraite décente et des facilités d'accès au logement. L'ambiance est très paternaliste et chaleureuse. L'usine de décorticage est très ouverte, hommes et enfants viennent aider. Le travail offre une certaine souplesse dans l'exécution. Payé à la tâche, chacun peut travailler à son rythme.

Les gérants, sortis du rang ou anciens entrepreneurs autonomes cooptés, ont un grand nombre d'années de maison. Les salaires sont bas, mais les primes à la productivité et les heures supplémentaires permettent des revenus acceptables. Le très grand paternalisme permet un esprit de cohésion et d'équipe maison, avec relations personnalisées. Cela permet de s'attacher des ouvriers mis en chômage technique de 3 à 6 mois par an. Les employées sont des personnes plutôt âgées, en grande majorité des femmes. On a l'impression qu'il existe une connivence de classe d'âge, de personnes qui ont connu l'Amazonie "avant". Il existe un attachement réel au patron, à l'entreprise, mais aussi au travail. Les phrases un peu nostalgiques, déjà entendues chez les patrons, reviennent dans la bouche des ouvriers : "c'est une belle usine", "c'est un beau travail que de travailler avec les produits", "ah, si vous aviez vu quand toutes les machines marchaient, quand nous devions travailler toutes les nuits.".....

Des réseaux plutôt que des produits. On ne trouve pas chez les exportateurs un discours économique qui tracerait de grandes lignes d'action pour redresser le secteur. Les quantités et les prix, et même l'abandon ou non d'un produit, sont présentés comme de peu d'importance. On se trouve devant une grande discrétion, mêlée d'une grande complexité de calcul. Ce flou laisse la place à une fonction déterminante de cohésion sociale : la relation patron-client, l'entreprise familiale, la

diaspora. On repère beaucoup de circuits nordestins et de mariages croisés, beaucoup de circuits juifs et syro-libanais qui semblent se prolonger jusque chez l'importateur. L'extractivisme aujourd'hui doit son assise au système de relations et d'obligations mis en place et non à la valeur économique des produits.

2.3. Quel avenir ?

En résumé, on pourrait reprendre toutes les critiques que les brésiliens eux-mêmes avaient formulé juste avant la grande crise du caoutchouc de 1912. Il faudrait quitter le stade commercial prédateur et spéculatif pour passer au stade industriel avec gestion des ressources naturelles. Domestiquer les plantes, enrichir le milieu naturel, améliorer les conditions de vie du travailleur, développer le marché intérieur, allonger les chaînes de production, investir et moderniser, autant de mots d'ordre déjà anciens.

Dans l'hypothèse d'une augmentation de la demande ou de l'offre de produit, on voit mal comment les exportateurs pourraient s'adapter. On voit mal également comment une augmentation de l'offre de produit serait possible en dehors des anciennes relations de travail, et comment elle pourrait trouver des débouchés en dehors des exportateurs traditionnels qui n'acceptent pas n'importe quel client. Une augmentation de la demande, par exemple après une campagne publicitaire à caractère écologique, se heurterait à l'inertie des structures en place et à l'inélasticité de l'offre. Si une économie extractiviste devait être maintenue, les investigateurs devraient, à l'instar de l'ONG américaine Cultural Survival, créer de toutes pièces avec de nouveaux acteurs et dans de nouvelles relations de travail, la chaîne du producteur à l'importateur. Pour aboutir à une "modernisation" des circuits une politique de subvention s'avérerait nécessaire.

3. EXTRACTIVISME ET ECOLOGIE

Le soudain intérêt pour l'extractivisme est soutenu par une confusion qui l'associe à la défense de la forêt. Bien que cela ne soit pas ici notre propos et que d'autres l'aient fait par ailleurs, il importe de souligner que les réserves extractivistes imaginées par le Ministère de la réforme agraire et du développement brésilien (MIRAD, 1987 et 1988) ne peuvent être une solution aux revendications des travailleurs de la forêt et ne peuvent être une solution écologique pour préserver en l'état la forêt amazonienne.

3.1. Lutte pour la terre et réserve extractiviste

L'idée de présenter l'extractivisme végétal comme modèle d'occupation écologique de l'Amazonie se date assez précisément vers la fin de 1988, avec l'assassinat de Chico Mendes. Jusqu'alors ce mode d'exploitation forestière était réputé archaïque et misérable, souvent représenté comme une activité prédatrice, où l'homme exploite la forêt dans des relations sociales souvent comparées (à tort, voir Geffray, 1991) à celles de l'esclavage.

Les manuels d'agronomie tropicale évoquent à peine cette activité. Les statistiques de l'IBGE regroupent le bois sous cette appellation et il est très difficile d'avoir des statistiques précises sur ce secteur. Toute la politique agricole du gouvernement a, jusqu'à ces dernières années, encouragé les défrichements en

soutenant les grands projets agro-industriels et les fronts de colonisations destinés à produire des biens alimentaires pour le marché intérieur et extérieur, sans souci d'aider le petit exploitant traditionnel généralement non propriétaire de la terre.

Les revendications des travailleurs de l'extractivisme menacés d'expulsion de leur terrain de cueillette par les propriétaires qui préfèrent déboiser pour se livrer à l'agriculture ou à l'élevage, consistent à revendiquer un droit sur la terre. C'est-à-dire un titre de propriété qui leur permette d'utiliser cette terre comme bon leur semble : ouvrir des champs, pratiquer l'élevage, voire louer ou vendre. Leur lutte est en cela semblable à celle tous les posseiros et paysans sans terre du Brésil. La dimension écologique du conflit est venue par une rencontre d'intérêt avec les mouvements écologiques, les mouvements politiques (PT), l'aide internationale, les tenants de l'échange des dettes contre des parts écologiques (on assiste à la multiplication des ONG brésiliennes qui se préparent à gérer cette manne...), la cause indigène. Le peuple de la forêt est à définir. Philippe Léna (1990) a bien montré que les seringueiros, comme les indiens, comme les caboclos, comme les posseiros ne sont pas des groupes sociaux homogènes, et l'on peut par ailleurs s'interroger sur leur capacité à préserver la forêt.

Qu'il s'agisse d'une nouvelle forme de colonisation avec distribution de lots ou de concession de droit d'usage collectif des fruits de la forêt, la création de réserves extractivistes ne constitue en rien une réforme agraire. Ce peut être cependant un point de départ pour une meilleure utilisation de la forêt, où l'activité d'extractivisme végétal constituerait une composante d'un système plus large de production.

3.2. Les réserves extractivistes et préservation de la forêt.

Pour récolter 648 kg/an de caoutchouc, ce qu'on considère comme la moyenne annuelle d'un exploitant, il lui faudrait disposer de 375 hectares et de 450 arbres (Homma 1989). Comment peut-on imaginer généraliser ce modèle à l'ensemble de l'Amazonie alors qu'elle n'est pas un territoire homogène, mais un ensemble d'écosystèmes différents et un ensemble de régions différemment occupées : varzeas, terres fermes, cerrados, proximité ou non des marchés et des infrastructures, présence ou non de produits de l'extractivisme, colonisation privées, publiques, réserves indiennes, possessions des grandes entreprises minières...

Les réserves extractivistes sont des espaces sociaux. Ce ne sont pas des des parcs naturels ni des réserves biologiques. Elles ne coïncident pas nécessairement avec des aires d'importance biologiques particulières. La présence de l'homme inséré dans une économie marchande constitue en elle-même une attaque à la biodiversité (prédation animale par la chasse et la pêche, organisation urbaine, introduction d'animaux domestiques...). Toutes les réunions de travailleurs de l'extractivisme, des seringueiros de l'Acre aux ramasseurs de noix du "poligono dos castanhais" au sud du Para, réclament le droit de cultiver un champs et d'élever du bétail, prétendent accéder aux marchés de consommation.

On voit mal comment les réserves pourraient freiner le déboisement, si aucune politique n'est menée en faveur de la stabilisation et l'intensification de l'agriculture. A partir des photos satellites, on estime à 40 millions d'hectares la

partie de la forêt amazonienne déjà déboisée (conversation avec Philippe Léna), surface plus que suffisante pour nourrir le Brésil entier. Comment ne pas s'associer à Alfredo Homma (1991) qui pose comme priorité la mise en valeur des surfaces déjà défrichées, l'intensification des travaux de récupération des terres dégradées par une utilisation prédatrice, l'orientation de la politique agricole dans ce sens ? La forêt ne peut être sauvée que par le développement et l'intensification de l'agriculture. Avec la chute des cours du cacao la région d'Ariquemes dans l'Etat du Rondonia a pratiquement suspendu sa production. Les anciennes cacaoyères sont abandonnées, certaines transformées en paturage. Si par hasard les cours remontaient, il est certain que les producteurs procéderaient à de nouveaux défrichements pour ouvrir d'autres plantations de cacao, comme ils ont coutume de le faire lorsque la maladie dite *vassoura de bruxa* a pris trop d'importance. Pour préserver la forêt, c'est essentiellement à ces comportements que la politique du gouvernement devrait s'attaquer.

CONCLUSIONS

Les principaux résultats de cette mission sont d'avoir montré :

- que considéré comme un secteur isolé, l'extractivisme est condamné à rester un secteur marginal dans le développement régional, alors qu'il touche une grande partie de la population habitant en forêt et que les relations sociales qu'il a mise en place structurent encore largement la vie amazonienne.
- que le circuit économique des produits de l'extractivisme est lié à l'activité des exportateurs et ne peut s'apprécier que globalement, les exportateurs régissant toute la chaîne de production.
- que la production, la commercialisation et la transformation des produits reposent sur des relations sociales, des méthodes de travail et des équipements qui n'ont pas pratiquement pas évolué depuis plus de 50 ans.
- que le secteur est en fort déclin, condamné, non pas par un épuisement des ressources, mais par les mutations socio-économiques qui restreignent l'offre et de la domestication ou substitution des plantes qui font baisser la demande. Le secteur risque de disparaître définitivement avec les derniers "rois de l'Amazonie".
- qu'il n'y a guère de possibilité de développement de l'extractivisme à partir de l'activité des exportateurs telle qu'elle existe. Une augmentation (peu probable) de l'offre ou de la demande risque de connaître un goulot d'étranglement aux niveaux des structures des exportateurs. Pour aboutir à une "modernisation" des circuits une politique de subvention s'avérerait nécessaire et il faudrait sans doute créer de toutes pièces, avec de nouveaux acteurs et dans de nouvelles relations de travail, la chaîne du producteur à l'importateur.
- que les réserves extractivistes sont avant tout une construction politique et non des pôles d'éco-développement ou des substituts de réforme agraire.

Plusieurs pistes de prolongement de l'étude se dessinent si l'on étudie l'extractivisme non pas comme un secteur défini, mais comme une des composantes de divers systèmes de production observés. Son étude pourrait

conduire à proposer des systèmes de production amazoniens susceptibles d'offrir une alternative à la tendance actuelle de destruction de la forêt.

Il serait souhaitable :

- d'effectuer une étude d'économie régionale pour mieux apprécier les circuits et possibilités de mise en valeur des produits extractivistes dans l'Etat d'Amazonas,
- de définir une typologie des systèmes de production où l'extractivisme intervient,
 - de mieux apprécier la part de l'extractivisme qui n'est pas commercialisé par les exportateurs, mais consommé ou échangé. On ne connaît pas le marché intérieur de l'extractivisme.
- d'étudier les possibilités de transformation des produits, les possibilités d'allongement des chaînes de production,
- de proposer des politiques de mise en valeur des produits qui ne reposeraient pas sur les anciens exportateurs et les anciennes relations de travail.
- de disposer des études de marché au niveau international pour ces produits.
- d'étudier le devenir des produits de l'extractivisme aujourd'hui plantés; montrer quelles sont les relations sociales qui ont accompagné cette transformation et quels marchés se sont ouverts.
- d'évaluer comment une campagne de publicité "écologique", c'est-à-dire une demande soutenue garantissant des prix rémunérateurs, pourrait viabiliser certaines productions marginales ou animer certaines régions.
- d'accompagner les expériences de réserves extractivistes et de plantation sur grande échelle de produits de l'extractivisme.

J'indique ici les ouvrages qui m'ont aidée lors de cette mission essentiellement consacrée à des enquêtes de terrain. Il ne s'agit donc pas d'une bibliographie érudite faisant le tour du sujet.

CARTA DE CURITIBA, 1988. document final du séminaire "planification et gestion du processus de création de réserves extractivistes en Amazonie. 12-16 septembre 1988. Curitiba.

CCI - Centre du commerce international, 1986. -Huiles essentielles et oléorésines : étude portant sur divers pays producteurs et le principaux marchés. CNUCED/GATT. Genève, 236 p. (CTCI 551.3.)

Collectif, 1991.- Castanhais do Tocantins : a urgente necessidade de reformulação da politica de ocupação que vise a preservação. UFPA, Belem.

GEFFRAY Christian, 1991. - Marchés captifs et dette fictive, le caoutchouc en Amazonie brésilienne occidentale; suivi de : Commentaire sur le sens du mouvement seringueiro, Musée Goeldi, Belém, 31 p. à paraître.

HOMMA Alfredo, 1989. - A extração de recursos naturais renovaveis na amazônia. Tese Viçosa UFV.

HOMMA Alfredo, 1991. - A desmistificação do extrativismo vegetal na Amazonia. Seminario grandes projetos, desorganização no espaço, 3-5 avril 1991, Belem.

IBGE, 1985. Sinopse preliminar do censo agropecuario. Censos Econômicos- 1985, Região Norte. Rio de Janeiro.

IBGE, 1986. Estatísticas históricas do Brasil. Series economicas, demograficas e sociais de 1550 a 1985. vol. 3, Rio de Janeiro.

LENA Philippe, 1990. - L'Amazonie : une chance pour le petit paysan brésilien ? Colloque international : Agricultures et paysanneries en Amérique Latine. 13-14 décembre 1990. Toulouse-Le Mirail.

MIRAD, Ministère de la réforme et du développement agraire, 1987. - Portaria n°627 de 30 de julho 1987. Décret donnant les orientations pour la création d'établissements extractivistes.

MIRAD, Ministère de la réforme et du développement agraire, 1988. - Projeto de assentamento extrativista, Brasília.

PINTON Florence et EMPERAIRE Laure, 1990. - Extractivisme en Amazonie brésilienne - Viabilité et optimisation - Aspects socio-économiques de l'extractivisme dans une communauté du Moyen Rio Negro, Rapport de mission, ORSTOM-UNESCO, 19 p. (nouvelle version à paraître)

STATISTIQUES D'EXPORTATION DE PRODUITS DE L'EXTRATIVISME VEGETAL - ETAT D'AMAZONAS

Source : CACEX - Association des exportateurs de la zone franche de Manaus

NBM	Produits	1984		1985		1986		1987		1988		1989	
		kg	US\$										
0801.20.0200	castanha com casca	3113457	3057707	5766769	5166266	2499987	2330957	4401617	4804407	3725862	4111385	2694768	3080997
0801.20.0300	castanha sem casca	441360	736503	654200	1014753	779380	1396732	364700	919850	324640	751800	32000	89319
0801.20.9900	Outras											410980	1171550
1301.90.0200	Balsamo de Copaiba	101916	263251	47320	116374	41338	114757	106786	550901	88996	349638	50190	204868
1403.90.0100	Piassaba	114500	123700	45000	40500	65100	58870	107300	102650	38500	36000	66500	64500
3006.40.0300	Cones de Guta percha							86	6803	92	73317	163	122762
3301.29.0900	Oleo de Pau rosa	104580	1417030	42660	444107	16920	182685	18180	334221	57536	1390176	54100	1560879
3823.90.9999	Sorva desidratada	1138541	3774799	1559780	5111418	1830915	6183151	991351	3146501	931475	3085801	778956	2853258
4001.30.0100	Balata	2900	6393	4587	10112	5000	11023						
4001.30.0200	Guta percha									60	3700		
4001.30.9900	Maçaranduba	54968	78764	3028	4115	3129	4138						
TOTAL EXTRATIVISME			9458147		11907645		10282313		9865333		9801817		9148133
TOTAL DES EXPORTATIONS ensemble de la zone franche (US\$)			50568569		52649386		39413519		50050234		68276797		59541976
PART DE L'EXTRATIVISME %			18,70%		22,62%		26,09%		19,71%		14,36%		15,36%